

Campagne française « Un bateau pour Gaza »

Compte rendu de l'AG nationale du 15 octobre 2011 / Paris

Présent-es :

Julien Rivoire (NPA), KALIFA Pierre (CJPP5), ELLERT Joëlle (PG), SIBONY Michèle (UJFP), LAROSIERE Jean François (Collectif Nord Pas-de-Calais), GUMFEL Georges (UJFP), DOLOT Michel (Collectif Bouches du Rhône), JOXE Cécilia, Alima BOUMEDIENE-THERY, LEBAILLY Michel (EE-Les Verts), FAIVRE Aurore, GUIMBERTEAU Maxime, PUTELAT Elsa (Plate Forme ONG françaises pour la Palestine), PRAGER Jeny (Collectif Vaucluse), ANDALOUCCI Siham (Nord), ELMODEN Abdelkader (PSM et Collectif de Bagneux), BOURASSI Mamhoud (CMF), BOUEXEL Nicole (Mouvement de la Paix), MAKRI Yamin (Collectif Rhône), NOISETTE Daniel (MAN), SALLES Jacques (Collectif Gironde), LE CORRE Jacqueline, GAUER Raymond (Collectif Calvados), ABID Asna (CUPS), DULAU Dominique (Collectif Houilles), CHAUVEL Antoine (Génération Palestine), POLITI Anastasia (Compagnie Erinna), SOMMER-HOUDEVILLE Thomas (CCIPPP), BOSC Alain (CIMADE), BENNANI Emmanuelle (CCFD-Terre Solidaire), COUPE Annick (Union syndicale Solidaires).

La réunion s'est déroulée en quatre temps :

- échange sur le contexte et le bilan global
- infos concrètes
- bilan des aspects mobilisation et communication
- perspectives

1 - Echange sur le contexte et le bilan global

La présentation a repris un certain nombre d'éléments contenus dans le texte élaboré fin juillet (« Premiers éléments de bilan »), notamment les suivants :

- Campagne sans précédent par son ampleur, sa réussite et les personnes touchées ; elle a permis un élargissement de l'audience sur la question du blocus de Gaza et de son illégitimité ; elle a touché de nombreux élus.
- Campagne qui a rassemblé une diversité de mouvements, de réseaux, d'acteurs et d'actrices du mouvement de la solidarité avec la Palestine, ce qui ne s'était jamais produit avant ; le mouvement de solidarité avec les Palestiniens sort renforcé de cette campagne ;
- une vraie mobilisation populaire, de terrain, grâce au travail accompli par les collectifs locaux sur tout le territoire.
- Echec de l'objectif « opérationnel » qui était d'atteindre Gaza, mais à replacer dans le contexte que nous avons du affronter : développement de la crise économique et son impact sur la Grèce (chantage à l'aide européenne...), retournement du gouvernement grec alors que la Grèce était historiquement le pays le plus engagé dans le soutien à la Palestine, changement de position du gouvernement turc et blocage du Mavi Marmara... La Flotille 2 s'est retrouvée prisonnière de ce contexte qui s'est accéléré au printemps : le blocus israélien de Gaza s'est étendue aux frontières de l'Union européenne... avec la complicité des gouvernements et de l'Union européenne.
- Rappel du changement de contexte de la région intervenu depuis le début de l'année 2011 (révolutions dans les pays arabes) qu'il faudra sans nul doute prendre mieux en compte dans l'avenir pour le mouvement de solidarité avec la Palestine.

Le débat a rajouté les éléments suivants :

- La campagne de terrain s'est déployée sur tout le territoire, pas seulement dans les grandes villes. Mais à l'inverse, la mobilisation locale est restée plus difficile en Ile de France, même si des collectifs locaux de villes se sont bien impliqués.
- C'est une première expérience nationale articulée et relayée par des collectifs locaux : il faudra aller plus loin dans ce sens pour continuer à élargir.
- Avec cette campagne, nous sommes passés de campagnes défensives (en réaction à des événements) à une campagne offensive.

- La société civile devient un acteur déterminant dans la solidarité et la bataille pour faire respecter le droit international.
- Importance de l'aspect international de cette campagne, c'est un processus qui a démarré qu'il faudra consolider, même si cela n'est pas simple...
- Nous avons réussi à forcer le blocus des médias sur le blocus de Gaza grâce à cette campagne et au fait qu'un bateau français a réussi (même partiellement) à forcer le blocus des bateaux par le gouvernement grec.
- Le lien avec les ONG palestiniennes de Gaza a été insuffisant : il faudra l'améliorer dans l'avenir car nous devons prendre en compte l'avis des premiers concernés.
- Faire le suivi des plaintes et recours juridiques, pas seulement vis-à-vis du gouvernement israélien mais voir la possibilité d'agir au niveau de la Cour de justice européenne.
- Les collectifs locaux ont beaucoup insisté sur le manque d'informations du national ; il a été rappelé que tous les compte-rendus étaient diffusés aux organisations nationales de la campagne, qui avaient la responsabilité de les faire circuler en leur sein. Plusieurs AG nationales ont eu lieu mais n'ont pas connu une participation très importante. Pour l'avenir, il faudra donc voir comment mieux répondre aux besoins des collectifs locaux en matière d'informations, mais aussi de participation aux décisions. Pour le national, il est aussi important d'avoir des retours des collectifs locaux, sur toutes les initiatives. Il est donc nécessaire d'améliorer le lien dans les deux sens.
- Des critiques ont été faites par le Collectif Vaucluse qui a estimé que le texte envoyé fin juillet était trop positif alors que notre objectif (atteindre Gaza) n'avait pas été réalisé.
- Des questions concrètes ont été posées auxquelles les réponses ont été apportées par les membres du collectif d'animation présents : pourquoi avoir concentrer les bateaux en Grèce, pourquoi ne pas avoir anticipé la situation en Grèce et ses conséquences, l'erreur d'appréciation faite en prenant une option d'achat sur un bateau égyptien (et ses conséquences financières), échec de la mobilisation nationale à Marseille le 18 juin...

2 – Points d'information :

- Le Dignité – Al Karama : toujours bloqué dans un port israélien.
- Le Louise Michel : le bateau est mis en vente
- Plainte contre le gouvernement israélien pour arraisonnement, voies de fait et actes de pirateries dans les eaux internationales : la plainte est en cours de finalisation avec un cabinet d'avocats.
- La coalition française avait pris des parts sur l'achat d'un cargo (avec les campagnes de Grèce, de Suède et de Norvège) : ce cargo a été bloqué en Grèce ; il va être revendu et la part de la coalition française devra lui être restituée.
- Une prochaine réunion de la coordination internationale est prévue en novembre : la campagne française y sera représentée. Cette réunion doit permettre d'échanger sur les bilans des différents pays et commencer réfléchir sur les perspectives.
- Le bilan financier a été présenté et remis aux participants.
- Sur les reçus fiscaux pour les donateurs : cette question n'est toujours pas réglée puisque le ministère des finances bloque sur ce point et le Mrap ne peut prendre de risques en la matière.

3 – Bilan des aspects mobilisation et communication de la campagne

Un document écrit a été remis donnant des éléments précis et chiffrés sur la mobilisation et la communication. La présentation orale a repris les éléments suivants :

Sur la mobilisation :

- L'objectif d'une campagne réellement populaire a été atteint.
- Volonté d'une campagne démocratique et transparente : cela a fonctionné avec les organisations partie-prenante au niveau national mais beaucoup moins dans l'articulation national/local (dans les deux sens).
- La mobilisation nationale à Marseille a été un demi-succès/demi-échec...

- Impact politique de cette campagne a été exceptionnel. Mais plus de difficultés à mobiliser et à interpeller le gouvernement français et l'Union européenne quand les bateaux ont été bloqués en Grèce.

Sur la communication :

- La communication interne à la campagne a fonctionné : compte-rendus, site... mais pas assez relayé dans les organisations membres de la campagne.
- la communication médiatique a été prise en charge d'octobre à juillet très bien relayé dans la presse régionale, puis dans la presse nationale et internationale.
- Le message politique de la campagne (« levée du blocus de Gaza ») a été bien repris.
- L'audience internationale sur les réseaux sociaux a très bien fonctionné.

Le débat a rajouté les éléments suivants :

- Le nombre de donateurs a montré qu'il y a une grande sensibilité ; dans la société française, à la question palestinienne.
- La circulation des informations en interne était limitée par la nécessité d'une certaine prudence, sans doute nécessaire, mais pas toujours comprise au niveau local.
- Le niveau local, décisif dans cette campagne, a permis aussi de peser sur les élus et d'élargir le soutien dans ce sens. Un nombre important de questions ont été posées par des parlementaires à propos du blocus de Gaza, du blocage de la Flotille...
- Nous avons acquis, par cette campagne, une légitimité et montré que nous pouvons faire bouger les lignes et les rapports de forces sur la question palestinienne.
- Cette campagne a bien fonctionné : complémentarité entre des organisations très diverses / collectifs locaux, fonctionnement au consensus pour les décisions.
- La solidarité avec la Palestine est trop souvent de nature « réactive » : par cette campagne, nous sommes passés à l'offensive sur un objectif politique.
- Nous avons eu un fonctionnement trop pyramidal, pas assez inclusif des collectifs locaux.

4 – Débat sur les perspectives

Présentation :

Il ne s'agit pas de prendre des décisions aujourd'hui mais de voir quelles sont nos perspectives. Ces éléments devront être repris dans les organisations membres de la campagne, dans le CNPJD, dans la Plate Forme, dans les collectifs locaux...

Il y a nécessité de poursuivre le travail dans le cadre de l'objectif politique que nous nous sommes donné, il y a un an et qui repose sur trois points : levée du blocus de Gaza, respect du droit international, solidarité avec le peuple palestinien...

Ce cadre large a montré sa pertinence et son efficacité : il faut donc continuer à le faire vivre et poursuivre l'élargissement pour renforcer les rapports de forces et faire bouger les lignes dans la société française.

Il faut réfléchir à la prise en compte des collectifs locaux et voir leur place dans la campagne. Réfléchir aux outils adéquats (réunions nationales avec des représentants des collectifs locaux, s'appuyer sur des correspondants des collectifs locaux pour faire circuler l'information,...). Une nouvelle réunion nationale pourrait avoir lieu début 2012 pour confirmer ces propositions.

Bien sûr, il faut continuer à nous inscrire dans une démarche internationale et poursuivre notre implication dans la coalition internationale.

Il faut commencer à réfléchir sur les formes d'action que pourraient prendre une nouvelle campagne internationale ; on ne pourra pas refaire strictement la même chose ; il faut aussi prendre en compte la nouvelle donne des pays arabes, l'évolution dans la région, et voir comment s'appuyer sur les mouvements sociaux de ces pays... Mais un projet concret aide à porter la campagne politique...

Le débat a rajouté les éléments suivants :

- Engager une campagne politique et publique en soutien à la plainte engagée par la campagne contre le gouvernement israélien ;

- Rappel que nous sommes engagés dans une campagne politique qui peut avoir des aspects humanitaires mais notre campagne n'a pas vocation à faire un travail humanitaire, terrain déjà largement occupé par les ONG de solidarité avec la Palestine.
- Notre campagne doit aussi mettre en cause le gouvernement français et l'Union européenne.
- Il nous faut voir comment garder le lien avec les donateurs (récupérer un listing des donateurs pour ceux qui ont versé directement sur le site ou par chèque...) ; comment garder le lien avec les personnalités qui sont soutenu l'appel ?
- Rendre en compte le bilan et les propositions des autres coalitions au niveau international.
- Mieux prendre en compte les collectifs locaux.
- Utiliser la période électorale qui s'ouvre en France pour mener le débat sur la question palestinienne, le blocus de Gaza, le droit international...
- Faire dès maintenant des réunions publiques dans toute la France : sur le bilan et les suites de cette campagne (des réunions de ce type ont déjà eu lieu, il faudrait les généraliser).
- La prochaine AG nationale pourrait être l'occasion de faire venir des partenaires palestiniens (ONG de Gaza) .
- Nécessité de trouver des moyens humains pour continuer le travail. Rappel : la Plate-forme, l'AFPS ont mis du temps de leurs salariés à disposition de la campagne ; une salariée a été embauchée pendant 6 mois pour la campagne. Ces moyens n'existent plus aujourd'hui. Si nous arrivons à vendre le Louise Michel rapidement, cela pourrait permettre de financer un poste de salarié-e.
- Les formes d'action que nous prendrons doivent être cohérents avec l'objectif de la campagne. Il faut peut-être penser à des modes d'actions diversifiées... Mais qui doivent rester « spectaculaires » et ambitieuses, à la hauteur des enjeux politiques de cette campagne nécessairement internationale.

En conclusion de ce débat, nous retenons les propositions suivantes :

- Inciter à un « Gazatour » en multipliant les réunions publiques sur le bilan et la nécessité de poursuivre cette campagne autour de l'objectif politique décidé il y a un an : briser le blocus de Gaza, respect du droit international et solidarité avec le peuple palestinien.
- Relayer les recours juridiques par une campagne publique et voir la possibilité d'autres recours (auprès de la Cour de justice européenne par exemple) mais cela suppose que des personnes travaillent ce dossier.
- Assurer le maintien du site de la campagne.
- Participer aux réunions de la coalition internationale
- Réunion d'une AG nationale début 2012 qui devra faire des propositions sur des objectifs concrets d'action, des moyens humains/financiers à mettre en œuvre et des modes de fonctionnement permettant une implication plus importante des collectifs locaux.